

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS8/20  
WT/DS10/20  
WT/DS11/18  
12 janvier 1998

(98-0139)

---

Original: anglais

## JAPON - TAXES SUR LES BOISSONS ALCOOLIQUES

### Solution mutuellement acceptable concernant les modalités de mise en oeuvre

La communication ci-après, datée du 9 janvier 1998, adressée par la Mission permanente du Japon et la Mission permanente du Canada, avec les pièces jointes, est distribuée aux Membres à la demande de ces deux délégations.

---

Les gouvernements canadiens et japonais ont l'honneur de notifier à l'Organe de règlement des différends ("ORD") qu'ils sont arrivés à une solution mutuellement satisfaisante en ce qui concerne la mise en oeuvre par le Japon des conclusions et recommandations adoptées par l'ORD dans le différend "Japon - Taxes sur les boissons alcooliques". En conséquence, le Canada et le Japon considèrent que cette question n'a plus à rester inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD en vertu de l'article 21:6 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

Cette affaire a fait l'objet d'un échange de lettres les 16 et 19 décembre 1997, dont le texte est reproduit ci-après.

---

Pièce jointe n° 1:      Lettre de M. l'Ambassadeur Takashi Tajima au Sous-Ministre Robert G. Wright (Canada)

Me référant aux consultations entre les représentants de nos deux gouvernements au sujet de la question des taxes sur les boissons alcooliques, j'ai le plaisir de vous informer que le gouvernement japonais a décidé de prendre les mesures ci-après, qui seront adoptées conformément aux procédures législatives internes nécessaires, pour mettre en oeuvre les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends de l'OMC faisant suite aux rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire "Japon - Taxes sur les boissons alcooliques".

Sur la base du résultat des consultations mentionnées ci-dessus, et après avoir soigneusement étudié la décision arbitrale de l'OMC publiée le 14 février 1997, le gouvernement japonais va réviser le régime actuel de taxation des boissons alcooliques et procéder à des réductions et éliminations de droits sur la base des taux appliqués ainsi qu'il est décrit en détail dans l'annexe 1, intitulée "Éléments pour le règlement du différend concernant le régime de taxation des boissons alcooliques appliqué par le Japon", jointe à la présente lettre.

A titre de compensation pour la période de mise en oeuvre plus longue prévue dans la Loi modifiée sur la taxation des boissons alcooliques en ce qui concerne le nouveau régime de taxation, à compter du 1er avril 1998 le gouvernement japonais va éliminer les droits applicables aux produits énumérés dans l'annexe 1 suivant les étapes qui y sont indiquées. A cette fin, le gouvernement japonais présentera un projet de loi portant modification de la Loi tarifaire et de la Loi sur les mesures tarifaires temporaires à la prochaine session ordinaire de la Diète qui se tiendra en janvier 1998 et fera tout son possible pour que la Diète approuve cette modification. Le gouvernement japonais ne relèvera pas les taux de droits au-delà de ceux qui sont indiqués dans l'annexe 1.

En outre, grâce aux réductions et éliminations de droits qui seront opérées par le Japon à la suite des négociations sur la compensation concernant la question de la taxation des boissons alcooliques, le Canada bénéficiera de réductions et d'éliminations de droits au moins comparables à celles que le Japon accordera aux Etats-Unis et à la CE, qui sont indiquées dans l'annexe 2, intitulée "Taux de droits", jointe à la présente lettre.

Je confirme que, à la demande de l'une ou l'autre des parties, des consultations sur la mise en oeuvre ou les effets de tout aspect de cette solution mutuellement satisfaisante de l'affaire des taxes sur les boissons alcooliques auront eu lieu dans les moindres délais en vue d'arriver à une solution satisfaisante.

Je vous saurais gré de bien vouloir confirmer que la mise en oeuvre des mesures exposées dans la présente lettre, ainsi que les modifications de la Loi sur la taxation des boissons alcooliques promulguées en mars 1997, constituera une solution mutuellement satisfaisante du différend entre le Canada et le Japon concernant la taxation des eaux-de-vie distillées.

## ANNEXE 1

### Éléments pour le règlement du différend concernant le régime de taxation des boissons alcooliques appliqué par le Japon

1. Le gouvernement canadien accepte les éléments ci-après comme constituant une solution mutuellement satisfaisante pour régler la question des taxes sur les boissons alcooliques entre le Japon et le Canada.
2. Le gouvernement japonais a décidé de prendre les mesures ci-après pour mettre en oeuvre les constatations et conclusions figurant dans le rapport du Groupe spécial de l'OMC sur l'affaire "Japon - Taxes sur les boissons alcooliques" telles qu'elles ont été modifiées par l'Organe d'appel et adoptées par l'Organe de règlement des différends le 1er novembre 1996.

Révision du régime actuel de taxation des boissons alcooliques  
(Taux exprimés en yen par kilolitre et degré d'alcool)

	30 septembre 1997	1er octobre 1997	1er mai 1998	1er octobre 1998	1er octobre 2000
		(Taux actuels)			
Whiskies	24 558	13 775	10 225	10 225	10 225
Eaux-de-vie	9 927	9 924	9 924	9 924	9 924
Liqueurs	8 217	9 924	9 924	9 924	9 924
Shochu A	6 228	8 076	9 924	9 924	9 924
Shochu B	4 084	6 028	6 028	7 976	9 924

- a) l'ajustement des taux de droits applicables aux whiskies et au shochu A sera avancé de cinq mois et achevé le 1er mai 1998.
  - b) l'ajustement du taux de droit applicable au shochu B sera avancé d'un an et achevé le 1er octobre 2000.
3. Le gouvernement japonais offre des éliminations/réductions de droits pour le rye et la vodka, qui sont indiquées ci-après, et offrira également au Canada des éliminations/réductions comparables à celles que le Japon accordera aux Etats-Unis pour le whisky à la suite des négociations sur la compensation.

### Réduction de droits

Les taux de droits applicables au rye et à la vodka seront réduits comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Ces éliminations/réductions de droits seront opérées sur la base des taux appliqués et sont soumises à la procédure interne.

	A compter d'avril 1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Rye (SH 2208.30-021,029)	13,4%	10,6%	7,8%	5,0%	0%	0%	0%
Vodka (SH 2208.60-020)	16,0%	12,0%	8,0%	4,0%	0%	0%	0%

4. Pour le niveau "*de minimis*" et le "délai raisonnable"

"Il est confirmé que l'acceptation par le gouvernement canadien de la proposition faite par le Japon pour régler le différend ne peut pas être interprétée comme préjugéant de quelque manière que ce soit la position du gouvernement canadien à l'OMC pour ce qui concerne la définition des différences "*de minimis*", y compris la base appropriée sur laquelle ces différences devraient être calculées, ou le "délai raisonnable" pour la mise en oeuvre."

ANNEXE 2

Taux de droits

Catégories	1er avril 1998	1er avril 1999	1er avril 2000	1er avril 2001	1er avril 2002	1er avril 2003	1er avril 2004
SH 2208.20-100 Brandy	yen/litre 175,79	yen/litre 170,56	yen/litre 131,98	yen/litre 93,56	0	↑	↑
SH 2208.90-111 (Voir note 1)							
SH 2208.20-200 Brandy	yen/litre 207,80	yen/litre 201,60	yen/litre 156,00	yen/litre 110,60	0	↑	↑
SH 2208.90-119 Brandy de fruits (Voir note 2)							
SH 2208.30-011 SH 2208.30-019 Bourbon	10,3%	7,9%	5,4%	3,0%	0	↑	↑
SH 2208.30-031 Whisky (autres) (Voir note 1)	yen/litre 183,62	yen/litre 175,32	yen/litre 133,81	yen/litre 77,00	0	↑	↑
SH 2208.30-032 Whisky (autres) (Voir note 2)	yen/litre 152,40	yen/litre 145,60	yen/litre 111,20	yen/litre 77,00	0	↑	↑
SH 2208.40-000 Rhum et tafia	18,0%	13,5%	9,0%	4,5%	0	↑	↑

Catégories	1er avril 1998	1er avril 1999	1er avril 2000	1er avril 2001	1er avril 2002	1er avril 2003	1er avril 2004
SH 2208.50-000 Gin et genièvre (Voir note 3)	77,00 yen/litre 17,5%	57,75 yen/litre 13,1%	38,50 yen/litre 8,8%	19,25 yen/litre 4,4%	0	↑	↑
SH 2208.70-000 Liqueurs et cordiaux	yen/litre 126,00	yen/litre 94,50	yen/litre 63,00	yen/litre 31,50	0	↑	↑

(Note 1) D'une teneur en alcool égale ou supérieure à 50 pour cent, autres qu'en contenants de moins de 2 litres.

(Note 2) Boissons non couvertes par la note 1.

(Note 3) Le gin et le genièvre sont soumis à un droit *ad valorem* ou à un droit spécifique, le droit le moins élevé étant appliqué.

Pièce jointe n° 2: Lettre du Sous-Ministre Robert G. Wright (Canada) à M. l'Ambassadeur Takashi Tajima (Japon)

En réponse à votre lettre du 16 décembre 1997 et à la suite des discussions qui ont eu lieu entre divers représentants de nos gouvernements respectifs, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit:

Le gouvernement canadien a examiné l'ensemble du régime que le gouvernement japonais a présenté comme suite aux constatations et conclusions figurant dans le rapport du Groupe spécial de l'OMC de juillet 1996 sur l'affaire "Japon - Taxes sur les boissons alcooliques", modifiées par le rapport de l'Organe d'appel adopté par l'Organe de règlement des différends le 1er novembre 1996.

Ce régime et son calendrier de mise en oeuvre ont été exposés, pour les teneurs en alcool clés des principaux segments du marché, dans l'annexe 1, intitulée "Eléments pour le règlement du différend concernant le régime de taxation des boissons alcooliques appliqué par le Japon", jointe à votre lettre du 16 décembre 1997, qui reflète les discussions entre les représentants de nos deux gouvernements.

Sur la base de notre examen et de ces discussions, nous avons clarifié certains détails du régime, y compris le fait que les taxes qui seront perçues sur les boissons alcooliques d'une teneur en alcool comprise dans certaines fourchettes seront fondées sur des taux uniformes par litre de boisson alcoolique et non par degré d'alcool.

En outre, nous avons examiné la réduction et l'élimination auxquelles il est proposé de procéder pour les taux de droits appliqués au rye (SH 2208.30-021 et 2208.30-029) et la vodka (SH 2208.60-020) entre avril 1998 et avril 2002, que le Japon a offertes à titre de compensation pour la période de mise en oeuvre plus longue prévue en ce qui concerne le nouveau régime de taxation.

Le gouvernement canadien confirme par la présente que, sur la base de l'annexe 1, notre échange de lettres, ainsi que les modifications de la Loi sur la taxation des boissons alcooliques promulguées en mars 1997, règle le différend entre le Canada et le Japon concernant les taxes sur les boissons alcooliques.

Si les propositions ne sont pas pleinement mises en oeuvre, le Canada se réserve le droit de recourir aux procédures de règlement des différends dans le cadre des Accords de l'OMC.

Les autres mesures devant être appliquées sont les suivantes:

Grâce aux réductions et éliminations de droits qui seront opérées par le Japon à la suite des négociations sur la compensation concernant la question de la taxation des boissons alcooliques, le gouvernement japonais procédera aux réductions et éliminations des droits applicables au rye et à la vodka qui sont indiquées dans l'annexe 1, et offrira également au Canada des réductions et éliminations de droits au moins comparables à celles que le Japon accordera aux Etats-Unis et à la CE, qui sont indiquées dans l'annexe 2, intitulée "Taux de droits", jointe à votre lettre du 16 décembre 1997.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, des consultations sur la mise en oeuvre ou les effets de tout aspect du régime de taxation révisé du Japon auront lieu dans les moindres délais en vue d'arriver à une solution satisfaisante. Il est entendu dans ce contexte que tout effet discriminatoire pour les boissons alcooliques du Canada résultant du régime de taxation révisé du Japon sera corrigé au moyen d'ajustements appropriés de la structure de taxation dans un délai raisonnable afin d'éliminer

ces effets discriminatoires. Le Canada se réserve également le droit de traiter ces questions, si nécessaire, dans le contexte des procédures de règlement des différends de l'OMC.

Les définitions des produits actuellement utilisées par le Japon ne seront pas modifiées de manière à avoir des effets défavorables sur les exportations canadiennes. Ces définitions sont celles qui sont mentionnées dans le rapport du Groupe spécial de l'OMC ainsi que celles qui ont été données au cours de l'évaluation, par le Canada, du régime révisé (notamment celles qui concernent les "boissons mélangées") et seront les définitions valables pour la loi modifiée sur la taxation des boissons alcooliques que le Japon a commencé à mettre en oeuvre le 1er octobre 1997.

En outre, il est confirmé que l'acceptation par le gouvernement canadien des propositions faites par le Japon pour régler le différend ne peut pas être interprétée comme préjugant de quelque manière que ce soit la position du gouvernement canadien à l'OMC pour ce qui concerne la définition des différences "*de minimis*", y compris la base appropriée sur laquelle ces différences devraient être calculées, ou le "délai raisonnable" pour la mise en oeuvre.

Enfin, sur la base d'une déclaration faite par les représentants japonais au cours des discussions bilatérales, il est entendu pour le gouvernement canadien que le programme de subventions pour le shochu B ne sera maintenu que dans le cadre des obligations du Japon au titre de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires et n'est pas conçu de manière à avoir des effets défavorables sur les exportations canadiennes.

---